

Scandaleux ! Inadmissible !

Les propos tenus sur l'avortement par le Président du syndicat national des gynécologues, ne peuvent qu'indigner toutes celles et ceux, femmes concernées, professionnel.les qui les accompagnent, parlementaires qui élaborent les lois : des propos rétrogrades, déniaient aux femmes leur liberté de procréation, car le droit de refuser la procréation est une dimension essentielle de la liberté des femmes. C'est ce que le cadre réglementaire et législatif légitime en France et le pouvoir médical n'est pas au-dessus des lois.

En 2018 encore chaque année dans le monde, 25 millions d'avortements illégaux ont lieu, une femme meurt toutes les 9 minutes des suites d'un avortement clandestin. L'avortement légalisé et pratiqué dans de bonnes conditions à la demande des femmes est le plus sûr moyen de répondre à cette situation sanitaire dramatique.

Les opposants au droit de choisir ne supportent pas cette liberté et s'organisent pour entraver ce droit fondamental des femmes par tous les moyens : lobbies, campagnes détournant l'information sur les réseaux sociaux, campagnes de culpabilisation et de stigmatisation de l'avortement et ces propos du président viennent encore alimenter cette offensive.

Le Planning Familial réaffirme que le droit des femmes à disposer de leur corps est un droit fondamental !

C'est le rôle de l'Etat de veiller à la défense de ce droit et à son application sur l'ensemble du territoire français, en métropole et Outre-Mer, pour que toute femme puisse l'exercer en toute liberté !

Mesdames Buzyn et Schiappa, nous prenons acte de votre engagement à exercer votre pouvoir que ce droit soit respecté sans entrave.

Assez d'entraves aux droits des femmes, à leur santé et à leur liberté !

Site ivg.gouv.fr

Numéro vert national : 0800 08 11 11

Contacts presse :

Véronique Séhier # 06 86 65 25 19 / Caroline Rebhi # 06 59 87 03 20